



Washington Wall Street Watch

N°2026- 21 - Le 28 Mai 2026

Une publication de l'Antenne de New York du SER de Washington

SOMMAIRE

Conjoncture

- Les prix au sens de l'indice PCE poursuivent leur nette progression au mois d'avril en lien avec le conflit en Iran
- La croissance du PIB américain au T1 2026 a été révisée à la baisse à +1,6% en rythme annualisé

Politiques macroéconomiques

- Le gouverneur C. Waller révisé sa lecture du risque inflationniste et n'exclut plus une hausse des taux Fed Funds

Services financiers

- La Fed et la FDIC approuvent les plans de résolution des grandes banques américaines
- La FDIC propose de consulter le Trésor avant toute action coercitive en matière LBC-FT

Situation des marchés

Brèves

CONJONCTURE

Les prix au sens de l'indice PCE poursuivent leur nette progression au mois d'avril en lien avec le conflit en Iran

Selon les [estimations](#) du *Bureau of Economic Analysis* (BEA) publiées le 28 mai 2026, l'indice des prix des dépenses de consommation personnelles (Personal Consumption Expenditures – PCE) a augmenté de +0,4 % (après +0,7 % en mars)

et sa composante sous-jacente atteint +0,2 % (après +0,3 %).

Sur 12 mois glissants, l'inflation progresse de +3,8 % (après +3,5 %) et sa composante sous-jacente atteint +3,3 % (après +3,2 %). Il s'agit du taux d'inflation le plus élevé depuis mai 2023.

En mars, les prix des biens et services liés à l'énergie ont augmenté de +3,9 % (après +11,6 %), en conséquence du conflit en Iran. Les prix de l'alimentation ont nettement augmenté (+0,5 % après -0,1 %). Sur 12 mois

glissants, les prix de l'énergie ont augmenté de +18,3 % (après +14,4 %) et les prix de l'alimentation ont atteint +2,5 % (après +1,7 %).

Sur le mois d'avril, les prix des biens ont augmenté de +0,7 % (après +1,4 % en mars)

La croissance du PIB américain au T1 2026 a été révisée à la baisse à +1,6% en rythme annualisé

La 2nde [estimation](#) du PIB américain publiée ce jour par le *Bureau of Economic Analysis* (BEA) révisé à la baisse la croissance du premier trimestre 2026, à +1,6 % en rythme annualisé contre +2,0 % lors de l'estimation préliminaire publiée fin avril (+0,4 % contre +0,5 % précédemment en rythme trimestriel). Cette révision s'explique principalement par une contribution plus faible des stocks des entreprises, notamment dans le commerce et l'industrie manufacturière, ainsi que par un ralentissement plus marqué de la consommation des ménages, en particulier

et les prix des services ont augmenté de +0,3 % (après +0,3 %). En glissement annuel, les biens ont atteint +4,4 % (après +3,8 %). L'inflation des services s'établit à +3,5 % (après +3,4 %).

dans les services de santé. Les dépenses de consommation ont ainsi été révisées à +1,4 % contre +1,6 % initialement.

Cette révision intervient après plusieurs ajustements significatifs des comptes nationaux américains au cours des derniers trimestres. Le PIB du T4 2025 avait déjà été fortement révisé à la baisse, passant d'une estimation initiale de +1,4 % à +0,5 %, principalement en raison d'un affaiblissement de l'investissement et des effets *shutdown* observé fin 2025. À l'inverse, certaines révisions récentes avaient été orientées à la hausse, comme au T2 2025 où la croissance avait été relevée de +3,3 % à +3,8 %, grâce à une consommation et un investissement plus robustes qu'anticipé.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Le gouverneur C. Waller révisé sa lecture du risque inflationniste et n'exclut plus une hausse des taux Fed Funds

Dans un [discours](#) prononcé le 22 mai 2026 à Francfort, le gouverneur de la Fed Christopher Waller a signalé une inflexion notable dans sa lecture des risques pesant sur la politique monétaire américaine. Intitulé *Policy Risks Have Changed*, le discours marque un durcissement de ton sur l'inflation, en lien direct avec les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et leurs effets sur les prix de l'énergie et les chaînes d'approvisionnement mondiales.

C. Waller se dit davantage inquiet de la persistance des pressions inflationnistes relatives au conflit en comparaison de la situation prévalant les deux mois

précédents. Ainsi, à moyen terme, il juge le risque d'une inflation durablement élevée en hausse alors même que l'effet ponctuel provenant des droits de douanes se dissipe. Il souligne que ces pressions sont désormais larges puisqu'elles ne se limitent pas aux seuls prix de l'énergie mais s'étendent à une part significative du panier de consommation. Les prix à la production affichent une dynamique encore plus soutenue, ce qui renforce l'inquiétude d'une diffusion progressive aux prix à la consommation. Waller indique explicitement qu'il ne peut plus exclure des hausses de taux *Fed Funds* à venir si l'inflation ne se modère pas dans les prochains mois. Waller identifie également un risque spécifique lié au désancrage des anticipations d'inflation à long terme. Les agents économiques, après une succession

de chocs d'offre - reprise post-pandémie, droits de douane, conflit avec l'Iran - pourraient commencer à intégrer une inflation structurellement plus élevée dans leurs anticipations. Si ce désencrage devait se matérialiser davantage, Waller indique qu'il n'hésiterait pas à soutenir une hausse du taux cible des fonds fédéraux. S'agissant du marché du travail, Waller note une stabilisation récente. Il n'anticipe pas, à ce stade, de détérioration significative à horizon des prochains mois. Dès lors, le moteur de la décision de politique monétaire doit être, selon lui, l'évolution de l'inflation et non le marché du travail.

Sur le plan opérationnel, Waller annonce son intention de proposer, lors du prochain FOMC, la suppression du biais en faveur d'une orientation accommodante dans le communiqué de politique monétaire. L'objectif est de signaler clairement que la prochaine décision de taux peut être une hausse autant qu'une baisse, les deux scénarios devant être considérés comme également probables. En net, la position de Waller reste celle d'un maintien des taux à leur niveau actuel, qu'il juge suffisamment restrictif. Cette neutralisation du biais directionnel ne préjuge pas d'une hausse prochaine, mais constitue un signal d'alerte clair à destination des marchés sur l'asymétrie croissante des risques.

SERVICES FINANCIERS

La Fed et la FDIC approuvent les plans de résolution des grandes banques américaines

Le 22 mai 2026, la Réserve fédérale et la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) ont conjointement [approuvé](#) les plans préventifs de résolution (*resolution plans*), communément appelés « testaments » (*living wills*), des huit banques américaines d'importance systémique (G-SIBs) ainsi que de 56 établissements bancaires étrangers opérant aux États-Unis. Ces plans, que les établissements concernés sont tenus de soumettre tous les deux ans en vertu du Dodd-Frank Act (2010), détaillent la stratégie ordonnée de résolution qu'une institution suivrait en cas de défaillance grave, avec pour objectif de limiter les perturbations systémiques.

Les deux régulateurs ont en outre indiqué que quatre des principaux établissements - Citigroup, Bank of America, Goldman Sachs et JPMorgan Chase - avaient remédié de manière satisfaisante aux insuffisances identifiées lors du cycle d'examen de 2023, lesquelles portaient sur la modélisation du dénouement des portefeuilles de produits dérivés (*derivatives portfolios*). À titre

d'illustration, Citigroup a développé un nouveau système de prévisions financières permettant de produire des états financiers granulaires en temps quasi réel tout au long de la période de résolution, renforcé son cadre de contrôle des données et acquis la capacité de modéliser plusieurs scénarios macroéconomiques et spécifiques à l'établissement.

La FDIC propose de consulter le Trésor avant toute action coercitive en matière LBC-FT

Le 22 mai 2026, le conseil d'administration de la FDIC a [publié](#) un projet de règlement visant à soumettre les émetteurs de stablecoins de paiement autorisés (permitted payment stablecoin issuers - PPSI) supervisés par la FDIC (i) aux règles de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT) prises en application du Bank Secrecy Act (BSA), et (ii) aux obligations relatives aux sanctions économiques.

La proposition impose aux PPSI filiales d'une banque agréée au niveau fédéré et non membre du réseau de la Fed, la mise en place de programmes LBC-FT et sanctions

conformes aux exigences du réseau de contrôle des crimes financiers (Financial Crimes Enforcement Network — FinCEN) du Département du Trésor et de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC).

Elle introduit également un mécanisme de consultation préalable obligeant la FDIC à notifier le directeur de FinCEN au moins 30 jours avant d'initier toute action coercitive ou action prudentielle significative en matière LBC-FT à l'encontre d'un émetteur, sauf détermination d'une situation d'urgence par la FDIC. Les observations informelles des examinateurs sont exemptées de cette obligation de notification.

Cette initiative est le pendant du projet de règlement publié conjointement par FinCEN et l'OFAC le 8 avril 2026, qui traite les PPSI comme des établissements financiers au sens du BSA. Les commentaires du public sur le projet seront

acceptés pendant 60 jours suivant sa publication.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du GENIUS Act, promulgué en juillet 2025, le cadre législatif pour les stablecoins de paiement. Il s'agit du troisième projet de règlement adopté par la FDIC en application du GENIUS Act, après un premier texte sur les procédures d'autorisation d'émission (décembre 2025) et un second sur les réserves, le rachat, les fonds propres, la gestion des risques et le traitement des dépôts (avril 2026).

Les analystes relèvent que le mécanisme de consultation marque une rupture avec le fonctionnement actuel où la FDIC est à la fois autorité prudentielle et seule autorité de mise en œuvre du BSA pour les banques sous sa supervision, une logique battue en brèche par le Genius Act qui prévoit un rôle plus actif du Trésor via le FinCEN.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 et le Nasdaq Composite ont poursuivi leur tendance haussière, augmentant respectivement de +1,58 % à 7 563 points, et +2,95 % à 26 917 points. Les marchés continuent d'évoluer au rythme des discussions autour d'une trêve au Moyen-Orient, la semaine ayant été encourageante quant à un éventuel apaisement du conflit. L'engouement des investisseurs autour de l'intelligence artificielle continue de porter les marchés, notamment pour les puces mémorielles, dont deux fabricants ont

franchi cette semaine le cap des 1 000 Md de dollars de capitalisation boursière (Micron et SK Hynix).

Les rendements des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) fortement diminué sur la semaine, avec une baisse de -6 points de base à 4,03 %, pour les bons à 2 ans, et -12 points de base pour les bons à 10 ans à 4,45 %, essentiellement en réaction à la baisse observée sur les prix du pétrole ainsi que le ralentissement de la croissance économique.

BREVE

➤ Le 22 mai 2026, Kevin Warsh a prêté [serment](#) en tant que président et membre du Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve officialisant

ainsi son entrée en fonction. Ce même jour, les membres *Federal Open Market Committee* (FOMC) l'ont unanimement désigné comme président du FOMC. Le

président Donald Trump a déclaré : « Je veux qu'il soit indépendant et qu'il fasse simplement un excellent travail. »

- Jeudi 21 mai, les Républicains du Sénat ont reporté leurs projets de financements supplémentaires pour les agences chargées du contrôle de l'immigration. En contrepartie de l'arrêt de ses poursuites contre l'administration fiscale, le président Donald Trump a demandé la création d'un fonds de 1,8 Md\$ destiné à indemniser les personnes s'estimant victimes d'actions de l'administration. Cette proposition, peu encadrée, a suscité l'opposition de plusieurs sénateurs républicains. Dans ce contexte, les travaux parlementaires ont été interrompus plus tôt que prévu et plusieurs votes prioritaires ont été reportés ou annulés.
- L'[indice](#) S&P Case-Shiller montre un nouveau ralentissement de la progression des prix immobiliers aux États-Unis en mars 2026. L'indice national enregistre une hausse de +0,7 % sur un an, après +0,8 % en février, confirmant la poursuite du tassement observé depuis plusieurs mois sur le marché résidentiel américain. Pour le 10^{ème} mois consécutif la progression demeure inférieure à l'inflation, traduisant une perte de dynamisme du marché. Ce ralentissement s'explique principalement par le maintien de taux hypothécaires élevés (le taux fixe à 30 ans est remonté autour de 6,4 % fin mars), limitant la capacité d'achat des ménages et pesant sur la demande immobilière.
- Le moral des ménages américains est tombé à un point bas historique depuis

la création de [l'enquête de l'Université du Michigan](#), l'indice de confiance reculant à 44,8 en mai après 49,8 en avril. Les anticipations d'inflation à long terme - sur un horizon de 5 à 10 ans - ont parallèlement augmenté à 3,9 %, contre 3,5 % le mois précédent, dans un contexte de hausse des prix de l'énergie liée à la guerre en Iran.

- Le 26 mai 2026, le président de la Securities and Exchange Commission (SEC), Paul Atkins, a [indiqué](#) envisager une réforme des règles dites de « gun-jumping » - disposition interdisant aux sociétés, en cours d'introduction en bourse, de communiquer publiquement sur leur activité ou leurs perspectives financières en dehors des documents officiels de l'offre.
- Le 28 mai 2026, le département du Trésor américain a [annoncé](#) le lancement d'une application mobile dédiée aux « Trump Accounts » - comptes d'épargne à fiscalité avantageuse destinés aux enfants américains et bénéficiant d'une contribution de l'Etat fédéral, dont la mise en place avait été annoncée par l'administration Trump dans le cadre de sa politique de soutien aux familles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

Rédaction : Cédric Garcin, Guillaume Bove, Paul Cassavia, Mohamed El Guindi, Galina Natchev, Lou Dhiver.

Abonnez-vous : afws@dgtresor.gouv.fr